

BUREAUX : Rue Nain, 1.

DIRECTEUR-GÉNÉRAL : J. REBOUX

Roubaix, Tourcoing :

Trois mois 12 f. »
Six mois 23 »
Un an 44 »

Le Nord de la France

Trois mois 12 f. »
Six mois 23 »
Un an 44 »

L'abonnement continue, sauf avis contraire

ANNONCES : 15 centimes
RECLAMES : 25 centimes
On traite à forfait

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les numéros : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanoverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economie ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 24 JUILLET 1870

Nous trouvons dans le Journal officiel la note suivante :

Des offrandes nationales ont déjà été adressées en grand nombre au ministère des finances ou versées au Trésor. En présence d'un tel élan patriotique, des instructions viennent d'être données pour que ces offrandes soient reçues dans toutes les caisses publiques de l'Empire :

A Paris, à la caisse centrale du Trésor ; à la recette centrale de la Seine, et chez tous les percepteurs de Paris ;

Dans les départements, à la caisse des trésoriers généraux et receveurs des finances, ainsi que chez tous les percepteurs ;

En Algérie, à la caisse des trésoriers payeurs et de leurs préposés.

Personne plus que nous n'est sympathique à l'acte généreux dont il s'agit ; nous l'avons montré en prenant, avant qu'on y songeât à Paris, l'initiative d'une souscription au profit des familles éprouvées par la guerre.

Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que la direction donnée à l'œuvre nationale ne répond pas complètement aux vœux du public. La centralisation excessive vient troubler, là encore, un élan qui doit être servi avec sagacité et prévoyance.

Qu'il y ait à Paris un comité central de souscription, rien de mieux. Qu'on lui adresse les sommes devant recevoir une affectation générale, nous trouvons cela parfait encore. Mais ce qui ne saurait avoir notre approbation, ce serait que les comités départementaux servissent seulement d'auxiliaires à la commission centrale, lui transmettant les fonds recueillis pour en faire l'usage qui lui conviendrait.

Selon nous et beaucoup de nos concitoyens, les comités provinciaux doivent avoir une action indépendante du comité central. Par conséquent, recettes et dépenses localisées avec le concours des délégations municipales. On aura, on a déjà, chacun au droit de soi, assez de peines à soulager, assez de privations à rendre moins cruelles. Notre argent, envoyé à Paris, ferait trop de chemin, et nos maîtres, nos curés, nos juges de paix savent mieux que les messieurs de là-bas comment l'employer.

Ceci, nous le répétons, ne tend point à entraver ou à critiquer les offrandes destinées aux secours généraux pour lesquels la commission centrale est instituée. Le citoyen qui enverra cent francs à Paris en gardera cent autres pour la commune, accomplira deux bonnes actions, méritera double reconnaissance. Mais dans ce cas nous aurons à élever une réclamation au nom de nos soldats, de nos gardes mobiles, de leurs familles gênées ou même indigentes : c'est qu'une part de l'offrande revienne à l'endroit d'où elle est partie.

J. REBOUX.

L'Empereur de Russie, dans une communication adressée hier 23, juillet, au gouvernement français, manifeste le regret que la précipitation avec

laquelle ses dernières résolutions ont été prises de part et d'autre, n'ait pas permis à son gouvernement, d'accord avec les autres puissances, d'agir efficacement en faveur de la paix. Le czar, tout en regrettant que les calamités de la guerre n'aient pu être épargnées à l'Europe, se déclare résolu à observer la plus stricte neutralité tant que les intérêts de la Russie n'auront pas à souffrir personnellement de la guerre actuelle, et enfin il ajoute que le concours du cabinet de St-Petersbourg est acquis d'avance à toute mesure ayant pour but de limiter les hostilités et de faire cesser la guerre.

Tel est le résumé succinct de la dépêche diplomatique partie aujourd'hui pour Paris et dont nous n'avons pas besoin de souligner l'importance.

Une dépêche de St-Petersbourg, en date du 23 juillet assure que le Journal officiel d'aujourd'hui doit publier la déclaration de neutralité de la Russie dans la question du conflit franco-prussien.

Le Centre gauche apprécie ainsi l'arrêt ministériel interdisant de rendre compte des mouvements des troupes et des opérations militaires :

« La question va se poser de toutes parts : Qu'entendez-vous par mouvements de troupes et par opérations militaires ? S'il s'agit d'imposer à la France le silence de 1812 jusqu'au 27^e bulletin, nous croyons pouvoir lui dire :

— Vous ne l'obtiendrez pas. Mais ce n'est pas cela que nous voulons croire.

Le gouvernement veut éviter toute indiscretion et même toute indication, qui pourrait servir à l'ennemi.

Sur ce terrain nous sommes loyalement et de fond de l'âme avec lui. Qu'il veuille bien lire ou faire lire notre « Bulletin de la guerre ». Nous avons déjà spontanément supprimé toute appréciation, toute nouvelle dont pourrait profiter l'étranger. Nous croyons pouvoir le continuer dans cet esprit, prêt à nous soumettre aux restrictions spéciales qu'il conviendra au cabinet de nous imposer....

Pierre Baragnon.

BULLETIN DE LA GUERRE

Tandis que je ne sais dans quel ordre classer mes notes militaires, pour qu'elles se suivent avec quelque clarté, et pour diminuer la longueur de mes articles quotidiens, certains journaux poursuivent leur publication depuis quelques jours, sans aucune nouvelle de guerre, absolument comme si la guerre n'existait pas. Ce sont en particulier les feuilles officieuses qui poussent ainsi la discrétion jusqu'au mutisme. Et ce silence fait froid au cœur des patriotes qui savent que le grand événement est proche ; il remplit l'âme de ceux dont les enfants sont à la frontière, d'amertume et d'anxiété.

En vérité, les correspondances qui nous arrivent du théâtre de la guerre sont presque sans valeur. Les journaux moitié politiques, moitié littéraires sont alimentés particulièrement par des anecdotes insignifiantes. On ne veut rien dire sur les positions et sur les marches de l'armée. Soit ! Mais des positions de l'ennemi, mais de la politique et de la « diplomatie militaire » que sait actuellement l'Europe, n'y a-t-il rien à savoir ?

Je lis, par exemple, dans certains écrits, les portraits les plus élogieux des généraux ennemis. Ici, le prince royal de Prusse est présenté comme un général de la plus belle eau ; là, le prince Charles est un second Frédéric ! On publie la série de fautes qu'il a commises lors de la guerre des ducs, aussi bien à Duppel qu'ailleurs, et on le présente comme un homme de guerre accompli.

Nous avons vraiment à un degré excessif et ridicule, le goût du merveilleux ! Voyons, les feuilles prussiennes feront-elles des militaires qui vont leur tomber sur le dos, un aussi bel éloge ?

L'Empereur ne quitte pas Paris, avec son fils, avant lundi ou mardi. On ne prévoit pas d'engagement sérieux avant la fin de la semaine prochaine. Nous sommes plus prêts que les Prussiens, cela est incontestable ; cependant nous n'allons pas vite, parce qu'ils nous laissent l'offensive plus complète que nous ne le supposions, et que nous voulons nous engager à bon escient.

Il faut prendre garde de ne pas nous perdre en interminables longueurs. Comptons les jours des campagnes de Paris au Rhin, avant et pendant Napoléon I^{er}, alors qu'on n'avait ni routes, ni chemins de fer, ni procédés perfectionnés, et nous verrons que les Français, quoique devant les Prussiens, sont, en somme, eux-mêmes trop lents.

Il est à supposer cependant que les corps Ladmirauf, Frossart et de Failly, dont nous avons donné hier les positions, ont dû se former en colonnes de marche, et il est probable que vers lundi, notre frontière sera franchie, sans que le Bulletin officiel prenne la peine de nous en informer. Le corps de Failly, le plus en retard dans sa formation, prendrait l'arrière du mouvement.

Quand au 6^e corps Canrobert, à celui de M. Douai et à la garde, ils sont encore en composition ou à Châlons et à Nancy.

Bref, les corps d'action sont en règle ; les corps de réserve sont en formation. Nous avons en ligne 350 bataillons environ, 130 escadrons et 100 batteries pour les premières opérations. Paireilles forces se reforment derrière cette première masse, pour couvrir notre territoire et préparer ces troupes de l'Est pour lesquelles nous sommes, à l'heure qu'il est, absolument sans information.

Quant aux forces actuellement réunies du contingent du Sud, et qui n'ont été fournies par personne, un de nos correspondants nous les a procurées. Nous pouvons garantir leur complète exactitude :

La Bavière donne 70,000 hommes, 15,000 chevaux, 150 canons : Elle ré-

serve pour ses garnisons et son territoire 15,000 hommes et 2,500 chevaux. Elle peut, en sus, maintenir dans ses forts 20,000 hommes.

Le Wurtemberg donne 20,000 hommes, 6,000 chevaux, 50 canons. Il réserve 7,000 hommes, 300 chevaux et trois batteries pour l'intérieur. Il peut maintenir 6,000 hommes dans les fortifications et une batterie.

Bade donnera 16,000 hommes, 5,000 chevaux, 50 canons.

Elle gardera 10,000 hommes dans ses fortifications et une batterie. Additionnons, car voilà les ressources de l'Allemagne sub-méridionale : c'est-à-dire environ 200,000 hommes et 350 canons. Une action de notre part combinée sur la Bavière rhénane et sur Francfort, paralyserait bien vite cette armée auxiliaire dont les fusils sont très inférieurs. Aussi la Bavière presse-t-elle de masser ses forces par Darmstadt et la Hesse, dans le Nassau et dans le Palatinat.

Singulière condition que celle de cette puissance ! Elle est la plus menacée par la guerre, elle va être prise directement par nous, demain par nos alliés, et c'est elle qui doit faire faire à ses soldats le plus long chemin pour les mettre sous les ordres du prince de Prusse !

Voilà où sont conduits les Etats du Sud par les traités secrets des 17 et 22 août 1866 !... bien et dûment signés, à notre insu, la veille du traité de Prague (23 août).

Ces Etats ont payé à la Prusse 8 millions, 6 millions et 3 millions de florins pour adhérer aux préliminaires de Nikolsburg.

Ils ont perdu des parcelles de territoire, et se sont condamnés à prendre les armes pour leur plus cruelle ennemie !...

A cette date, M. Benedetti (auquel l'honorable M. Gambetta veut bien reconnaître une certaine valeur diplomatique) écrivait pourtant à M. Drouin de Lhuys : « M. de Bismark me donne l'assurance de son désir de voir les Etats du Sud en possession d'une existence vraiment sérieuse, à côté de la Confédération du Nord. » Quelle dérision !... Telle est la force de la diplomatie française !

Aussi l'empereur, le prince impérial, le prince Napoléon (dont je n'ai pas oublié les entretiens anti-patriotiques avec M. Nigra, lors de la cession de la Vénétie), aussi les princes Murat, veulent-ils tous participer à l'œuvre de rédemption.

Le prince Murat, général de brigade, sera mis sans doute à la tête d'une division.

Le prince Napoléon, comme navigateur, va-t-il commander dans la marine ? Lui donnera-t-on la direction périlleuse de nos corps de débarquement ; ou s'est-on décidé hier à accorder ces fonctions militaires, si délicates, au comte de Palikao ? Rien n'est connu à cet égard.

Débarqué de Calais, le fils du roi Jérôme dira aujourd'hui à son auguste cousin ce qu'il veut.

Nos forces de mer sont prêtes, et la rade de Brest est mise en état de défense par ses béliers, ses munitions et ses

batteries flottantes. On attend des nouvelles du Kron-Prinz, du Prinz-Adalbert, du Frédéric-Carl, du Knig-William (le roi Guillaume...) qui étaient en quelque sorte internés à Plymouth, et qui doivent bien se résigner à « passer la Manche. »

De ce côté, viendront sans doute les premières dépêches. Quand à des troupes de débarquement, soit en infanterie de marine, soit en compagnies d'élite, il nous est difficile d'espérer qu'elles pourront être en nombre considérable.

Les simples transports, dans les affaires navales, courent de grands dangers d'être coulés par un boulet ; et dès lors il est sage d'user d'eux le moins possible. D'autre part, une escadre qui évolue, qui est exposée à un combat, ne peut pas être surchargée de troupes. Trois ou quatre cents hommes à bord, c'est tout ce qu'un bâtiment cuirassé peut porter avec son équipage, s'il veut manœuvrer librement et disposer de toutes ses batteries.

Nos compagnies de débarquement seront donc, croyons-nous, à l'état supplémentaire. Elles s'adjoindront en Danemark et en Hanovre aux compagnies indigènes qui attendent impatiemment notre première victoire.

A l'occasion de notre campagne dans la Baltique, — qui remet, à ce qu'il paraît, en mémoire aux Russes, l'affaire de Bomarsund, — nous pouvons parler, après d'autres journaux, des velléités montrées par la Russie, de provoquer la neutralisation de cette mer !

Cela a été hier et avant-hier un vilain son de cloche ! Comment la Russie s'intéresserait à un tel degré à la Prusse, qu'elle voudrait par son influence la protéger contre l'attaque de ses côtes ? Comment ! la Russie pourrait espérer que l'Angleterre oublierait ainsi les devoirs de la neutralité, soutiendrait cette insinuation ?

Mais en réalité, si l'Angleterre jouait ainsi le jeu de la puissance avec laquelle elle est brouillée depuis 1815, ce serait à ne plus reconnaître ses hommes d'Etat.

La neutralisation de la Baltique profiterait à un seul des belligérants ; et quand la Russie se serait gratuitement garantie de ce côté, aurait donné à la Prusse ce témoignage de grande amitié, ne lui prendrait-il pas aussi fantaisie de pousser une pointe vers le Sud, vers la haute Moldavie, les Principautés, le Danube ? Elle qui se montre si partisans des neutralisations, respecterait-elle beaucoup et longtemps celle de la mer Noire ?...

Non, la proposition ne peut même pas être diplomatiquement formulée, sans inspirer de très vifs soupçons.

Les puissances belligérantes ont actuellement l'une et l'autre, et à peu près au même degré, intérêt à respecter les neutralités, à n'empiéter sur aucun territoire, à éviter les complications et à laisser à leur guerre le caractère d'un duel. Mais, si ces conditions premières étaient modifiées, l'Angleterre ne pourrait manquer de voir — quoique la guerre lui déplaise — combien serait grande pour elle la faute de marier par un acte quel-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

du 25 JUILLET 1870.

— 17 —

BASTIDE ROUGE

PAR ELIE BERTHET.

VIII

LADOBLE DÉCOUVERTE.

En apercevant la jeune fille, Linguard ne put retenir un cri de triomphe :

— Ah ! ah ! dit-il en ricanant, la voici donc enfin cette belle princesse fugitive qui vient réclamer l'assistance des chevaliers errants !

— Silence, monsieur ! interrompit

Fleuriaux avec autorité ; il ne vous appartient pas d'élever la voix ici, vous n'avez aucun droit sur cette jeune fille ; épargnez-vous donc les injures et les menaces.

Linguard, surpris, se tut.

— Et à moi, dit madame Meursanges aigrement, personne ne me contestera, j'espère, le droit de traiter cette sottie créature comme elle le mérite ?... Venez çà, cruelle enfant, ajouta-t-elle en saisissant la pauvre Elisabeth par le bras, vous nous avez causé une belle peur ! Quittez sa mère et une maison honnête pour se réfugier dans un cabaret avec...

— Madame, dit Fleuriaux avec une sévérité imposante, si mademoiselle Elisabeth a fait une démarche répréhensible, la faute n'est pas à elle, mais à vous. Quand une mère aveugle, au lieu de défendre sa fille, la laisse exposée aux entreprises, aux insultes d'un méprisable, il faut bien que la pauvre enfant se défende elle-même. Mais votre droit est sacré, madame, reprenez votre fille, personne n'osera vous la disputer par force... Seulement, sachez-le bien, heureusement pour elle, d'autres défenseurs plus zélés et plus clairvoyants que vous veilleront à sa sûreté !

Madame Meursanges subit sans répliquer cette verte réprimande ; peut-être quelque remords secret lui disait-il que ces reproches étaient mérités.

Cependant Linguard, un moment interdit, avait repris son assurance.

— Allons, dit-il d'un ton railleur, ces

messieurs commencent, je crois, à metre de l'eau dans leur vin ; ils ont compris, sans doute, l'inutilité de la résistance...

— Nous sommes modérés parce que nous sommes forts, dit Fleuriaux d'un ton grave, et si tu en doutes, Linguard, regarde !

En même temps il étalait d'une main la contre-lettre sur sa poitrine, et il étendait l'autre en avant pour empêcher le vieillard d'y toucher.

Linguard attacha un regard fixe sur le fatal papier, et il devint d'une pâleur affreuse ; il voulut s'approcher,

— Ne bouge pas ! ne fais pas un mouvement, sur ta vie ! s'écria Fleuriaux d'une voix tonnante ; à cette distance, tu peux déjà reconnaître ta signature... Tu sais ce que cela veut dire... Tu as été inflexible pour les autres, je serai inflexible pour toi. Avant vingt-quatre heures tu me rendras tes comptes !

Linguard était atterré ; cependant il essaya de balbutier :

— Cette pièce est fautive ; elle a été fabriquée par vous !

— Tu diras cela à l'homme de loi à qui je vais la confier, avec ordre d'en faire usage de suite, répliqua Fleuriaux gravement. Maintenant tu peux partir ; je ne te retiens pas ; nous ne tarderons pas à nous revoir !

Madame Meursanges avait écouté attentivement cette rapide conversation.

— Que se passe-t-il donc encore, ami ?

demanda-t-elle à Linguard ; quel est ce papier dont vous avez si grand peur ?

— Vous allez l'apprendre, madame, dit Fleuriaux avec fermeté. C'est un acte en vertu duquel les magnifiques propriétés provenant de ma famille, la Bastide-Rouge ; les maisons de Marseille, les magnaneries, les champs, les pâturages, tout cela n'appartient pas à M. Linguard, mais à Maurice, que voici...

— A M. Longpré ?

— Ce nom fit froncer le sourcil au malheureux père.

— A M. Longpré ou à moi, c'est la même chose. Voyez maintenant, madame, si vous devez partir pour l'Italie, et donner la main de votre fille à un fripon ruiné !

— Ruiné ! s'écria la veuve ; ruiné ! mais alors...

— Linguard interrompit brusquement cette explication.

— Venez, ma bonne amie, dit-il avec vivacité ; on veut vous rendre dupe d'une imposture ! je vous expliquerai ceci tout à l'heure ; mais ne restez pas ici davantage.

— Cependant, monsieur, si vraiment vous étiez...

— On me croit blessé à mort, reprit Linguard en attachant sur Fleuriaux et sur Maurice un regard de défi ; mais, qu'on y prenne garde ! mes dernières convulsions pourront être fatales à mes ennemis... Monsieur Fleuriaux, monsieur Longpré, tout n'est pas encore fini !

Il entraîna les dames hors de la chambre ; Maurice voulut suivre Elisabeth ; le Nabab le retint avec force. Les deux jeunes gens purent seulement échanger un signe d'adieu.

Le père et le fils étaient restés seuls. Maurice dit à Fleuriaux, devenu sombre et rêveur :

— Je vous ai obéi, mais cet homme est maître du sort d'Elisabeth ; ses menaces ne vous font-elles pas trembler ?

— Non.

— Cependant il est poussé au désespoir, et, malgré sa lâcheté...

— Il est capable de tout, je le sais, même d'un crime.

— Alors, pourquoi avez-vous exigé qu'Elisabeth... ?

L'autorité maternelle devait être sacrée pour nous ; mais ne craints rien, Elisabeth n'est pas abandonnée ; nous ne cesserons pas de la protéger !

— Et comment cela, mon père ?

— Tu le sauras ; suis-moi... Nous allons à Marseille ; et Dieu soit loué ! qui m'a laissé quelques louis dans ma bourse ! Partons... d'ici à demain peut-être il nous faudra renoncer au sommeil !

Un moment après, le père et le fils se dirigeaient à grands pas vers la ville.